

L'invraisemblable candidature d'une Rwandaise à la tête de la Francophonie



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 28 mai 2018

Source [Roland Hureaux] Ce n'est difficile à croire que pour ceux qui pensent encore vivre dans un mode normal : non seulement Louise Mushikiwabo, ministre des affaires étrangères du Rwanda, s'est portée candidate au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie qui est à renouveler à la fin de l'année, mais elle bénéficierait, selon les meilleures sources, du soutien d'Emmanuel Macron.

Ce n'est difficile à croire que pour ceux qui pensent encore vivre dans un mode normal : non seulement Louise Mushikiwabo, ministre des affaires étrangères du Rwanda, s'est portée candidate au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie qui est à renouveler à la fin de l'année, mais elle bénéficierait, selon les meilleures sources, du soutien d'Emmanuel Macron.

Difficile à croire car la Rwanda a remplacé en 2008 l'enseignement du français par celui de l'anglais à l'école primaire. Nouvelle langue officielle, l'anglais est encouragé. A tous les niveaux, l'usage du français qui avait été implanté par le colonisateur belge est découragé. S'il n'a pas formellement quitté l'Organisation internationale de la francophonie, ce pays a néanmoins rejoint le Commonwealth.

Difficile à croire parce que cette femme est, sur la scène internationale, le bras droit de Paul Kagame, qui ne cesse depuis son arrivée au pouvoir il y a 24 ans de cracher sur la France, accusant en particulier, de manière tout à fait fallacieuse, l'armée française d'avoir une responsabilité dans le génocide de 1994.

Comment s'étonner de cette hostilité ? Kagame a pris le pouvoir après avoir envahi le pays à partir de l'Ouganda, à la tête d'une milice d'exilés, avec le soutien des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Belgique, d'Israël et de l'Afrique du Sud ; cette invasion a eu pour effet de renverser le gouvernement de Juvénal Habyarimana, protégé par les Français^[1]. Kagame s'appuyait sur la minorité tutsi (8 % de la population à l'indépendance, 2 ou 3 % aujourd'hui), Habyarimana sur la majorité hutou (92 %). Mais le but de l'opération était d'écarter la France de l'Afrique des Grands Lacs et d'ouvrir la voie à l'exploitation des ressources non seulement du Rwanda – peu doté – mais de l'immense Congo -Kinshasa, très riche en matières premières et qui est aujourd'hui sous la tutelle de fait de Kagame – et de ses mentors.

Candidature difficile à croire surtout parce que la responsabilité du génocide évoqué, indirecte ou directe, est de plus en plus largement imputée à Kagame lui-même. Si l'on ajoute les morts du Rwanda (entre 600 000 et 1 million) et ceux du Congo-Kinshasa (entre 4 et 5 millions) on arrive au quatrième rang des horreurs du XXe siècle, après celles de Mao, Lénine/Staline et Hitler, avant Pol Pot. Les partisans de Kagame diront que son entrée sur le territoire du Rwanda a sauvé la vie de nombreux Tutsis, mais c'est bien son invasion qui avait provoqué leur massacre, l'avancée des Tutsis exilés de Kagame se traduisant par le massacre des Houtous majoritaires qui, affolés, se vengèrent sur les Tutsis demeurés dans le pays. Le fait déclencheur fut l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion qui transportait ensemble les présidents élus du Rwanda et du Burundi (hutous) : peu aujourd'hui doutent, au vu du témoignage de ses proches d'alors (au moins ceux qui n'ont pas été liquidés) que l'actuel président en porte la responsabilité. Après sa prise de pouvoir, les milices de Kagame ont ensuite poursuivi sur le territoire du Congo les Houtous en fuite, auteurs supposés du massacre des Tutsis, y compris les femmes et les enfants qui n'étaient pas encore nés au moment des faits ; de nombreux Congolais ayant aussi péri, le nombre de victimes s'est multiplié par quatre ou cinq. Les massacres continuent aujourd'hui dans la province du Kasai. Deux rapports du Haut-Commissariat aux réfugiés ont décrit ces horreurs : le premier a totalement disparu

des archives des Nations-Unies. Quoique soutenu par le monde dit libre, le régime ultra-minoritaire de Kagame n'a pas grand-chose à envier à celui de la Corée du Nord. En tout état de cause, être l'adjointe de Kagame n'est sûrement pas une référence.

La candidature évoquée pose au moins deux questions : comment a-t-on pu , au Rwanda ou ailleurs, osé présenter une telle candidature au nez et à la barbe de la France et des nombreux pays francophones qui savent à quoi s'en tenir sur le régime de Kagame ? Certains osent tout, dit-on, mais ils ne sont pas nécessairement aussi stupides que l'imaginait Michel Audiard[2]. Nous sommes en tous les cas dans un monde où l'absurde n'est plus invraisemblable.

Quelle idée se fait-on de la France, à quel niveau d'abaissement, se figure-t-on qu'elle est parvenue pour penser qu'une telle OPA est possible et pour avoir sérieusement le culot de solliciter son appui dans une opération évidemment dirigée contre elle.

Dernière question : à quel niveau d'indifférence (voire d'hostilité) aux intérêts de la France sont parvenus les gens qui nous gouvernent pour que le soutien du gouvernement français à Mme Mushikiwabo soit envisageable ? Dans un tel oubli du passé et de mépris de nos intérêts, quelle est la part de l'ignorance, de la trahison et de la bassesse ?

[1] On peut seulement reprocher à la France de n'avoir pas soutenu Habyarimana jusqu'au bout à la suite des accords d'Arusha (1993) ordonnant la non-intervention des puissances étrangères que seule la France a respecté. .

[2] « Les cons , ça ose tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. » (Michel Audiard)